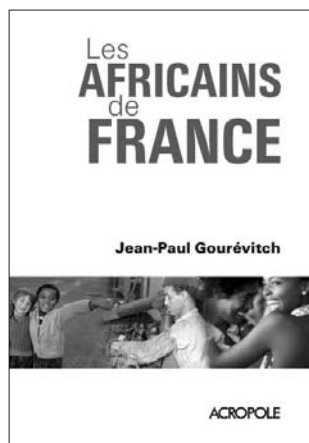


NOTES D
E LECTU
RE 1127
15 DE 1.
ESTIMRE
13711111
11111111

Jean-Paul Gourévitch
Les Africains de France¹



À la lecture du titre et de la quatrième de couverture de ce nouvel ouvrage de Jean-Paul Gourévitch, spécialiste de l'Afrique et des migrations, il est annoncé une analyse très intéressante sur un sujet qui est l'objet de très peu d'écrits. L'auteur propose de nous parler de ces « six millions de personnes, venues du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne, étrangers, immigrés ou jeunes nés en France issus de l'immigration ». Qui sont les Africains de France, d'où viennent-ils, où vivent-ils et comment vivent-ils ? Quel est leur rapport au travail, à la famille, à la religion ? Combien coûtent les Africains à la France et que lui rapportent-ils ? Quel bilan des politiques françaises successives sur l'immigration ?

L'introduction et les quatre premiers chapitres s'étendent sur une description de l'Afrique, de son histoire et de sa population établie en France, offrant un tableau complet des distinctions qu'il y a lieu d'opérer au sein des Africains de France, qui représentent 12 % de la population. Jean-Paul Gourévitch s'engage sur l'analyse des valeurs des Africains de France. Sur quinze chapitres, six sont consacrés aux rapports que les Africains entretiennent avec – dans l'ordre – la religion, la famille, l'éducation, le travail, l'économie informelle et la culture. Enfin, Jean-Paul Gourévitch effectue de rapides calculs quant aux coûts des Africains pour la France : sans grande surprise, le bilan est déficitaire, les dépenses de l'État dû à l'immigration africaine étant de 63,44 milliards euros, alors que les immigrés ne rapporteraient à la France que 35,57 milliards par les cotisations sociales, les impôts sur le revenu et les impôts locaux. Par un tel condensé d'éléments, le livre aurait incontestablement mérité toute l'attention de ceux qui souhaitent avoir une vue d'ensemble des Africains vivant en France, si seulement il n'avait pas été profondément imprégné de clichés et de préjugés et surtout conçu avec une facilité à grossir, à généraliser les traits de quelques-uns et à les appliquer à tous les Africains.

Le livre qui devait nous parler des Africains *de* France, nous parle en fait des Africains *en* France, et essentiellement (voire uniquement) des immigrés. Et il ne nous apprend rien de nouveau, au mieux quelques statistiques rares au sujet des minorités en France (mais aussitôt remises en question par l'auteur). On apprend que les quartiers, peuplés en majorité de « Français » issus de l'immigration ou d'immigrés nouvellement installés, sont les premiers de la classe en matière de violence, de chômage et de misère humaine. Tous les travers de la société s'y

¹ Éditions Acropole, 2009.

bousculent : la drogue, la prostitution, l'excision, l'islam radical. Il ne semble pas y avoir de portes de sortie. Et curieusement, l'auteur ne consacre qu'une quarantaine de pages, les chapitres 5 et 6, sur les questions de racisme et de discrimination.

Par ailleurs, par facilité ou besoin de rapidité, l'auteur ne distingue pas les Africains par les pays, les régions ou éventuellement les ethnies dont ceux-ci seraient issus, mais choisit plutôt de les regrouper selon la langue héritée de leurs anciens colonisateurs : il y aura donc soit des Africains francophones, soit des Africains non francophones, raccourcis qui mènent l'auteur vers des considérations peu représentatives des Africains d'Afrique et surtout très éloignées des Africains de France en ce début du XXI^e siècle. Certaines analyses ne pouvant trouver de justifications ni dans les écrits ni dans les statistiques s'appuient sur sa seule connaissance pour avancer des théories pour le moins obscures. Pour exemple, l'auteur commence ainsi son chapitre 10 sur les Africains et le travail : « Aux yeux des Occidentaux, le travail procure à celui qui l'exerce un salaire, un logement, une voiture et tous les bienfaits de la civilisation » alors que « pour l'Africain subsaharien, qui a une conception différente du temps et des valeurs, le travail est destiné à procurer une satisfaction immédiate. Les notions d'épargne et d'investissement lui sont relativement étrangères. La propriété individuelle étant peu développée, personne ne veut participer à l'entretien d'un patrimoine dont il n'est pas directement bénéficiaire » (p. 285).

Ou encore, s'agissant du rapport que Jean-Paul Gourévitch établit entre les Africains et l'alimentation, il écrit : « L'alimentation occupe une place prépondérante dans les préoccupations des Africains... les femmes parlant mal le français sont confrontées à l'abondance, à la valse des étiquettes et aux leurreurs de la promotion. Leur tendance est donc de consommer plus plutôt que de manger mieux... cette cuisine est peu équilibrée, avec peu d'œufs, de laitage, et plutôt éloignée des "cinq fruits et légumes par jour". Elle pousse à l'obésité et au diabète du fait de la consommation d'huile et de sodas sucrés. Malgré une adaptation à la modernité qui se traduit par le fait de dîner sur des chaises autour d'une table et non par terre autour d'un plat dont on se sert avec la main (pour que les ancêtres participent au repas), la malnutrition et la pauvreté en vitamines sont des carences endémiques. Enfin, la bière consommée en grande quantité par les hommes jeunes ou plus âgés pousse facilement à l'ivresse et aux comportements incontrôlés » (p. 148-149).

Le livre reconnaît que « les Africains de France sont désireux de prendre toute leur place dans une société moderniste ». Mais les propos méprisants et « sans tabous » de Jean-Paul Gourévitch expliquent que la place des Africains est ailleurs : trop chers et aux « comportements incontrôlés », la bête dessinée n'a pas sa place. Les Africains de France auront du mal à se reconnaître dans le livre de Jean-Paul Gourévitch, mais n'auront pas de mal à reconnaître des propos inacceptables.

Annick Kayitesi²

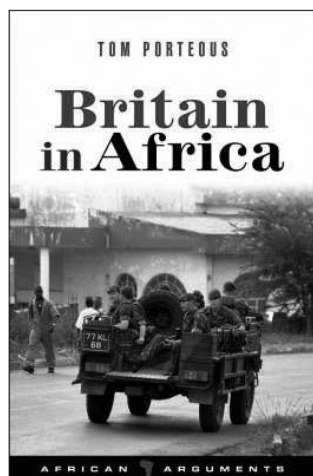
² Auteur de *Nous existons encore*, Michel Lafon, 2004.

Tom Porteous

Britain in Africa³

Une aventure africaine et ses leçons :

un regard critique sur les ambitions du New Labour



La politique africaine de la Grande-Bretagne est peu connue des lecteurs francophones, même parmi les spécialistes universitaires et les praticiens des questions africaines. Le lancement du « processus des Saint-Malo » en 1998 annonçant une politique africaine commune du Royaume-Uni et de la France a été d'une si grande discrétion et si peu lisible dans ses lignes directrices que Tom Porteous lui-même n'examine ce sujet que brièvement dans le cadre des relations avec l'Union européenne en général (p. 89-90) et non pas d'un axe franco-britannique toujours inexistant. Serait-ce un paradoxe ? À l'évidence non, au vu des relations chaotiques entre Paris et Londres sur l'Afrique ainsi qu'au cours de la période ayant

débuté avec le retour des travaillistes au pouvoir en 1997. Entre-temps, l'Afrique a pourtant mobilisé l'attention des deux côtés de la Manche, le thème du développement, prédominant depuis les indépendances des années 1960, se complétant progressivement de préoccupations croissantes sur la sécurité internationale à long terme, tant du point de vue de la lutte contre le terrorisme que dans une optique de cantonnement de la criminalité organisée et de la piraterie. Il est indispensable de lire une synthèse qui aborde avec clarté et précision la nouvelle dimension sécuritaire du traitement des problèmes africains et qu'il conviendrait de traduire en français pour rapprocher plus encore les francophones et les anglophones dans un combat vital qui ne saurait être que commun.

Outre une plume d'une grande élégance et le goût d'aller à l'essentiel, Tom Porteous a le mérite d'une expérience multiple sans pour autant abandonner un engagement personnel linéaire. Journaliste, membre de missions de maintien de la paix de l'ONU et conseiller pour les conflits au Foreign Office, il a démissionné en mars 2007 pour protester contre l'invasion de l'Irak avant de rejoindre finalement la branche britannique d'une ONG internationale après avoir rédigé ce petit chef-d'œuvre d'analyse synthétique sur la politique africaine de la Grande-Bretagne. En consultant la bibliographie, on s'apercevra qu'un tel livre correspondait à un véritable besoin : rien d'équivalent dans la collection « Very Short Introduction » d'Oxford (le « Que sais-je ? » français, avec le souci du détail

³ Zed Books, coll. « African Arguments », 2008.

descriptif en moins et l'humour en plus) ; rien non plus en dehors d'articles d'analyse politique ou d'ouvrages qui sont soit étroitement thématiques (sur l'aide au développement par exemple) soit engagés et personnels (comme les mémoires de Clare Short, centrées sur l'Irak).

L'une des raisons fondamentales de cette carence est l'absence, à Londres, durant des décennies, d'une politique africaine volontariste et structurée, comme celle de la France après les indépendances au sud du Sahara. C'est ce que Tom Porteous souligne d'emblée : « Durant presque toute la seconde moitié du XX^e siècle, écrit-il, les relations de la Grande-Bretagne avec l'Afrique ont été caractérisées par le désengagement, le retrait et le souci de limiter les dégâts » (p. 6). Jusque dans les premières semaines du cabinet de Tony Blair, « l'Afrique n'était tout simplement pas sur le radar », « le sud du Sahara ne recelant pas d'intérêts stratégiques et de sécurité immédiats pour la Grande-Bretagne ».

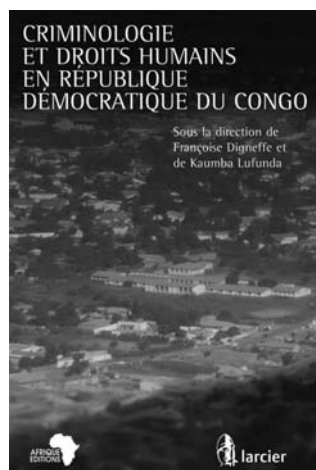
La première tâche que s'est fixée l'auteur est de décrire et d'expliquer un retournement de politique imprévu. Selon lui, deux signes précurseurs étaient visibles dès l'accès au pouvoir du New Labour : l'engagement, dans le manifeste électoral du parti, de créer un grand ministère du Développement, indépendant du Foreign Office (DFID) ; la volonté du nouveau ministre des Affaires étrangères, Robin Cook, de donner une « dimension éthique » à son action et à la diplomatie britannique. Ces deux mouvements parallèles attiraient l'attention vers un continent où la pauvreté et les conflits « appelaient des réponses éthiques et humanitaires » (p. 11). Progressivement, la montée des difficultés sur le continent africain, mais aussi des considérations économiques positives comme une main-d'œuvre bon marché et des ressources en matières premières considérables, incitait le gouvernement britannique à reconnaître l'importance effective d'une Afrique trop longtemps négligée par lui (p. 12-15).

Comment rendre compte de l'enthousiasme ultérieur de Tony Blair pour l'Afrique, manifesté avec éclat lors de la préparation puis de la tenue (en dépit des attentats à Londres) du sommet du G8 à Gleneagles en 2005 ? Dès le départ, estime l'auteur, le Premier ministre au zèle missionnaire et sans expérience de la politique étrangère était un « homme à large vision » (*big picture man*) ne se souciant pas du détail et revendiquant dès 1999 un tournant « internationaliste » qui l'a poussé l'année suivante à intervenir militairement, contre l'usage post-colonial britannique, en Sierra Leone, succès aussi remarquable qu'inattendu qui l'a conduit à insister sur l'importance de l'Afrique dans le monde de l'après-11-Septembre. Tom Porteous note parallèlement avec soin toutes les contradictions d'une politique africaine du New Labour distendue entre préoccupations humanitaires ou éthiques et lutte contre la pauvreté, d'une part, et véritables compromissions économiques (jusqu'aux ventes d'armes) voire politiques (de Clare Short avec le président rwandais Kagame, par exemple) de l'autre. D'autre part, il met fortement l'accent sur les différences d'approche entre le DFID, ayant une sorte de fixation sur la « lutte contre la pauvreté », et la montée parallèle des analyses et des préoccupations du Foreign Office quant au thème de la « sécurité » transnationale sur le continent africain.

En conclusion, se dégage une leçon applicable bien au-delà de la sphère gouvernementale britannique : l'opposition entre deux façons de voir et d'agir, celles des « technocrates » et des « diplomates », selon les propres termes de Tom Porteous, qui n'hésite pas à affirmer : « L'ascendant du DFID sur les problèmes africains a été acquis au prix d'une baisse significative de capacités analytiques et diplomatiques du Foreign Office en Afrique » (p. 131). Ceux qui connaissent peu ou prou Whitehall reconnaîtront qu'une telle opinion n'a rien de personnel. Mais, bien que l'auteur prenne la précaution de dénoncer préalablement l'opposition de classe entre Affaires étrangères et DFID (Oxbridge contre universités nouvelles), on doit néanmoins se demander quelle est la part respective de courage et de partialité dans la manière dont il souligne avec force une erreur capitale dans les choix du New Labour : « Au moment où les donateurs commençaient à reconnaître l'importance fondamentale de la gouvernance pour le développement économique, le gouvernement britannique transférait la prise de décision sur l'Afrique d'un département disposant des instruments et des compétences pour améliorer la gouvernance à un autre qui ne les possédait point » (p. 21). On le voit, Tom Porteous va au fond des choses : il est grand temps de débattre de ses positions de l'autre côté de la Manche ! **François Gaulme**⁴

Françoise Digneffe⁵ et Kaumba Lufunda

Criminologie et droits humains en République démocratique du Congo⁶



« Que signifient les notions de déviance ou de délinquance quand on dit que la corruption est partout ? Que signifie le crime, quand la justice est pratiquement impuissante car les magistrats ne sont pas ou si mal rétribués ? » Tels sont les problèmes posés par Françoise Digneffe pour célébrer l'ouverture de la première École de criminologie (Ecocrim) de la RDC et du Centre d'études et de formation en criminologie et droits humains (Cefocrim). En République démocratique du Congo, la guerre et les seize dernières années ont bouleversé la société congolaise. Cette période a vu émerger de nouvelles figures de criminalité, de nouvelles formes d'illégalismes, de déviances, de délinquances et de nouveaux rapports à l'altérité,

⁴ Professeur associé à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan.

⁵ Françoise Digneffe est professeur émérite de l'université catholique

de Louvain et coresponsable du colloque international de criminologie organisé en 2006 à Lubumbashi avec Kaumba Lufunda, directeur de l'École

de criminologie de l'université de Lubumbashi.

⁶ Afrique éditions, Larcier, 2008.

dont on ne peut comprendre les logiques que si le renouvellement des concepts et la mobilisation d'approches empiriques et innovantes ont lieu. L'École de criminologie a été ouverte pour se donner les moyens intellectuels de répondre à ces questions, pour donner au milieu institutionnel des clés de compréhension et pour former des professionnels.

Conscients des nouveaux modes de sociabilités émergents d'une situation de conflit et de postconflit, et d'une crise multiformes et multisectorielles, des nouvelles formes de réactions, de contestations et/ou de luttes dans une société en pleine recomposition, les organisateurs du colloque et les chercheurs associés ont ressenti la nécessité de créer et d'organiser une filière de criminologie en RDC et de repenser la recherche en la matière. C'est aussi dans ce contexte que la rencontre entre criminologie et droits humains prend tout son sens.

Quatre parties se dégagent des actes du colloque de Lubumbashi. La première partie s'attache à expliquer les raisons profondes de la création de cette école « qui place au cœur de ses préoccupations le respect des droits humains » comme valeur fondamentale de la société congolaise. La deuxième partie énonce les fondements pédagogiques et l'approche académique de l'école afin de mettre en lumière les pratiques d'enseignement et de formation des futurs chercheurs et professionnels qui en découlent. Elle met l'accent sur la présence d'un indispensable lien pérenne entre le monde de la recherche en criminologie et les professionnels impliqués dans la gestion et la régulation des secteurs criminologiques (magistrats, avocats, juges pour enfants, policiers, personnels pénitentiaire, cadres des entreprises de gardiennage), « les cadres des organismes intéressés dans la prise en charge et l'accompagnement des groupes sociaux marginalisés » (institutionnels, assistants sociaux, encadreurs de rue, etc.), les activistes des droits humains et les associations, et enfin les cadres des ministères de la Justice, des Affaires sociales, de la Famille, des Services des douanes et de l'Immigration. Selon les organisateurs du colloque, seul un travail en commun et des liens ténus entre ces différents milieux apportera des solutions à la RDC « politiquement, économiquement et socio-culturellement déliquescence ».

Sous un angle criminologique repensé, la troisième partie soulève la difficile, mais cruciale, question des conflits graves et des violences extrêmes en Afrique, fondements actuels de la crise des normes sociétales. À travers des études de cas comme celle de Christian Debuystsur (« Les hommes considèrent-ils la vie humaine comme une valeur ? Approches psychologiques et psychanalytiques » ou de Sara Liwerant (« La rupture des meurtres collectifs : quelle pensée criminologique ? ») l'ouvrage s'attache à approcher la spécificité des meurtres collectifs et des crimes de masse dans le contexte africain. Il remet en perspectives l'inscription d'un processus de modifications de la manière de voir perceptible chez le futur criminel ou groupe criminel dans le passage à l'acte violent. Tout en sachant que « les situations de violences collectives bouleversent les principes méthodologiques de la recherche où les exigences de sécurité, tant pour le chercheur que pour les interlocuteurs, guident le recueil des données », souligne Sara Liwerant.

La dernière thématique introduit les travaux de chercheurs et les premiers résultats d'observations et d'analyses de doctorants en criminologie. Il est à regretter que cette partie soit si brève. Les articles « L'ethnographie des interactions entre policiers et jeunes marginalisés dans un marché de Kinshasa. Une expérience de recherche criminologique au Congo » de Raoul Kienge-Kienge Intudi et « Les pratiques non réglementaires dans le réseau automobile des transports en commun de Lubumbashi » de Norbert Lupitshi Wa Numbi auraient gagné, par la pertinence de leurs questions de recherche et de leurs sujets d'études, à être plus étoffés. Le lecteur reste sur sa faim, mais attend avec impatience les futures productions académiques des chercheurs de la première école de criminologie de la RDC. **Nicolas Courtin**⁷

Géraldine Froger et al.

**Diversité des politiques de développement durable.
Temporalités et durabilités en conflit à Madagascar,
au Mali et au Mexique**⁸



Ce livre rend compte d'un projet de recherche qui examine la diversité des politiques de développement durable à partir de trois pays : Madagascar, Mali et Mexique. L'approche retenue confronte la durabilité (concept qui tire son origine des politiques environnementales) à diverses temporalités, construites à partir des dynamiques de la nature, des institutions, du social, du développement, de l'environnement, etc., en analysant les divers types de conflits (ou décalages d'agendas) qui peuvent survenir entre elles.

Le livre pose d'emblée les questions suivantes : pourquoi les pays en développement n'adoptent-ils pas le même type de politiques et de projets de développement durable ? Quelles sont les contradictions entre l'horizon temporel des bailleurs et des acteurs nationaux ou locaux ? Comment représenter et articuler les différents cycles temporels des différents acteurs ? Quelles sont les modalités d'appropriation locale des projets et politiques de développement durable ? Quelles sont les conceptions de la durabilité des acteurs en présence ? Quelle est l'efficacité des processus participatifs ?

⁷ Nicolas Courtin est consultant, il a suivi un cursus en histoire de l'Afrique à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

et en anthropologie politique et philosophique à Paris 8-Saint-Denis (nicolascourtin@gmail.com).

⁸ Karthala, 2009.

Le chapitre introductif sur les enjeux des politiques de développement durable au Sud propose un cadrage conceptuel, testé sur les cas des trois pays, en décrivant les politiques de conservation et de lutte contre la déforestation (par la mise en place d'aires protégées) de façon à mettre en évidence les conflits de temporalités suscités. Puis, comme par un effet de zoom, ce cadre analytique est décliné sur trois projets.

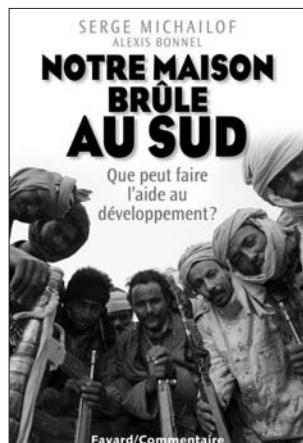
Ces politiques constituent l'un des enjeux du processus de négociation en cours d'un accord successeur au protocole de Kyoto et plus généralement d'un ensemble de mesures destinées à permettre de réduire le réchauffement de la planète. Parmi les multiples approches du problème, celle de l'ouvrage apporte une contribution originale par l'examen des pratiques concrètes de trois pays très différents. Pour cette raison, cet ouvrage mérite d'être lu par les négociateurs, afin de les sensibiliser à la manière dont les négociations internationales se retrouvent dans la vie d'un pays, d'une région, voire dans le quotidien des peuples.

L'approche par les temporalités est très synthétique et justifie un traitement pluridisciplinaire. Le temps du projet et le temps de la nature peuvent-ils se conjuguer ? Comment l'irréversibilité et la séquence se déclinent-elles ? L'approche par la « dépendance au sentier » propose de mettre en place les séquences et de mettre en évidence des dynamiques longues, qui sont aussi silencieuses, mais qui peuvent se révéler brutalement. Quelles sont alors les temporalités des politiques environnementales ? Le livre apporte des réponses à l'échelle des pays puis à celle des projets. Les trois étages – conceptuel, national, projet – justifient parfois de revenir en arrière, de refaire des passages d'un pays à l'autre, du conceptuel au micro ou du micro au macro, selon une gymnastique qui pourrait plaire aux amateurs de polars. Est-ce pour cela qu'il n'y a pas de conclusion ? Ou bien sera-t-elle dans une prochaine publication à l'issue d'une deuxième phase ?

Un des intérêts de l'ouvrage réside dans le choix des pays, abordés eux-mêmes sous divers points de vue. Ils réunissent une palette représentative de situations très diverses tant pour ce qui concerne le patrimoine divers que la gouvernance, le poids de l'histoire et les évolutions récentes. Le Mexique a en outre une histoire particulière du militantisme pour la biodiversité, qui résulte d'une stratégie de recyclage réussie, que n'évoque pas l'ouvrage, et qui a été abordée par d'autres auteurs.

Autre atout, la méthode du GEMDEV, qui allie interdisciplinarité (sept économistes, mais aussi un historien, un juriste et deux sociologues) et diversité de points de vue (six Français, deux Malgaches, deux Maliens). Ensemble, ils s'astreignent à une approche transversale qui permet un regard original et stimulant. Le lecteur voit une recherche en mouvement, au point que le propos semble parfois manquer de vigueur et d'un ton plus critique. **François Pacquement**⁹

⁹ Chargé de mission Histoire et Héritage à l'Agence Française de Développement



Serge Michailof et Alexis Bonnel nous emmènent au cœur des débats qui agitent l'aide développement depuis ses débuts il y a une cinquantaine d'années. Synthèse de grande qualité à la lecture agréable, cet ouvrage est appelé à devenir une référence pour ce qui concerne les grandes questions de l'aide au développement : sa légitimité, ses effets, positifs et pervers, son rôle de liant entre Nord et Sud, sa possible disparition ou les perspectives plus larges concernant le financement du développement. S'intéressant à son histoire, à ses paradigmes successifs (notamment l'aide comme instrument géopolitique, le consensus de Washington et les objectifs du millénaire) et à son avenir, il se conclut

sur les nouveaux grands défis auxquels elle est à présent confrontée, principalement la gestion des États « faillis » et des crises environnementales. Le récit reste toujours vivant grâce à de nombreux exemples tirés d'expériences personnelles au Niger, en Afghanistan ou chez les bailleurs de fonds.

Les auteurs affirment d'emblée leur « foi en la mission de l'aide au développement » sans pour autant lui donner plus d'importance qu'elle ne prétend en avoir ni nier son occasionnelle capacité de nuisance. L'aide ne peut, seule, résoudre les problèmes des pays émergents et en développement mais le panorama réalisé est salutaire par sa réponse aux critiques et sa démonstration du rôle positif ou modérateur de l'aide dans de nombreux pays. L'ouvrage se livre ainsi à un plaidoyer raisonné en faveur d'une aide qui gagnerait à être conçue comme un instrument égoïste servant les intérêts du Nord aussi bien que ceux du Sud : la production des biens publics mondiaux profite à tous, et l'aide permet aux pays donateurs de mettre en avant leurs priorités en concertation avec les bénéficiaires (les inégalités, la sécurité, l'environnement, etc.). L'importance et les défis de l'aide tiennent désormais aux interconnexions de plus en plus nombreuses des problématiques des uns et des autres : la pauvreté, le changement climatique, l'absence d'État ou la persistance de conflits s'inscrivent dans des logiques locales ayant des conséquences globales. Ces conséquences sont et seront endurées par tous, il est donc de l'intérêt de tous de participer à la production de biens publics mondiaux (la lutte contre le changement climatique, les pandémies, la pauvreté).

⁹ Fayard, « Commentaire », 2010.

L'ouvrage ne laisse pas de côté les controverses non résolues comme les risques d'inefficacité et de corruption de l'aide dans les pays « mal gérés », mais il est rappelé que c'est pour ces pays que l'aide est particulièrement nécessaire. Une aide qui ne s'intéresserait qu'aux pays dynamiques et bien gérés serait inutile car, au fil de la lecture, la construction d'un État fiable et compétent apparaît comme la matrice sous-jacente à toutes les expériences de développement. On peut d'ailleurs regretter que les processus de construction des États (et leurs interactions avec les dynamiques démographiques, politiques, économiques et sociales) ne soient pas plus explicités dans l'argumentaire : « Si l'on connaît mal les facteurs déclenchants du développement, on a bien identifié ceux qui l'étouffent. »

Ce livre remet ainsi en cause la pertinence des objectifs millénaires du développement, *alpha* et *oméga* de l'aide au début des années 2000 qui ont donné à l'aide une dimension (et une perception) trop caritative l'ayant détournée de l'indispensable croissance (fut-elle désormais verte). La mobilisation politique fut intéressante mais cela ne suffit pas. Des questions plus techniques comme celle de l'agenda du club de Paris, qui vise notamment à harmoniser les pratiques des bailleurs de fonds mais qui fait face à des difficultés opérationnelles, sont également abordées avec clarté et dans une perspective toujours constructive. Les multiples instruments de l'aide et leurs avantages comparatifs viennent montrer que l'aide a su diversifier ses méthodes, malgré les contraintes pesant sur ses ressources et la répétition des promesses politiques non tenues.

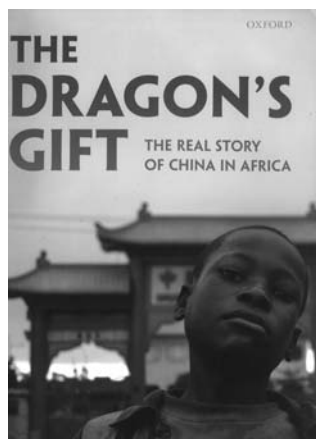
On est alors tenté d'illustrer cet ouvrage par l'adage « pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté ». En effet, le constat est *in fine* celui d'une planète qui court aujourd'hui à sa perte, le mode de développement des pays riches n'étant pas viable – pour l'environnement – à l'échelle de la planète, et la liste des États faillis ne semblant pas se restreindre. On peut par exemple mettre en perspective ce sombre constat avec le chapitre consacré aux États faillis et qui semble accrédi ter l'idée qu'une meilleure gestion et implication des acteurs présents en Afghanistan permettrait de résoudre grand nombre de ses problèmes. Or il n'est pas certain que l'aide ait aujourd'hui cette ambition, la résolution des problèmes de développement étant idiosyncratique : ce sont les pays eux-mêmes qui se développent, l'aide ne peut qu'y concourir. L'appel fréquent ou l'utilisation du terme de « communauté internationale » montre aussi un optimisme quant à une communauté d'intérêt qui paraît aujourd'hui absente, comme le tempère notamment Hubert Védrine¹⁰. C'est cette absence de communauté de vue qui pose sans doute problème dans la mesure où, pour citer un événement récent, la prise de conscience remarquable qu'a constitué la conférence de Copenhague n'a cependant pas abouti à un accord global ; comme les auteurs le rappellent, les consensus sont fragiles mais l'existence même d'une telle conférence est une réussite. L'explication et les conséquences des bouleversements impliqués par la montée en puissance des pays émergents pour la gestion des affaires planétaires

¹⁰ *Le Temps des chimères* (2003 – 2009), 2009, Fayard.

font parfois défaut dans l'ouvrage. De plus, le Sud auquel il est fait référence dans le titre est en première approximation identifiable mais on peut se demander si celui-ci existe autrement que dans l'esprit du Nord, les pays émergents n'en faisant déjà plus partie. La relative perte de vitesse des pays du Nord par rapport au reste du monde leur fait peu à peu perdre la conduite des affaires du monde. Le grand mérite de l'ouvrage est alors de nous entraîner en dehors du paysage des « développeurs » *stricto sensu* et de montrer que, puisque « notre maison brûle au sud », l'aide est un outil incontournable dans la gestion et la prévention des crises (politiques, sociales, économiques, environnementales). Il élargit les horizons de ceux qui s'intéressent au monde en invitant à une action méticuleuse, longue mais porteuse d'espoirs ! **Emmanuel Comolet**¹¹

Deborah Brautigam

The Dragon's Gift. The Real Story of China in Africa¹²



Professeure à l'université, Deborah Brautigam a publié un premier ouvrage sur l'aide chinoise à l'Afrique en 1998 et travaille sur le thème depuis 1983. Ayant une très bonne connaissance de la Chine et de l'Afrique, elle a une grande légitimité pour écrire « la véritable histoire de la Chine en Afrique ». Une histoire qui, émaillée d'anecdotes, se lit très facilement.

L'ouvrage n'est pas seulement une étude supplémentaire sur un sujet de plus en plus exploré depuis cinq ans. En effet, à la différence des autres, trop souvent *edited by* et manquant de cohérence, le livre de Deborah Brautigam a une thèse : la Chine n'est pas un « bailleur déloyal » et

son aide n'est pas seulement motivée par la volonté de faire main basse sur les ressources du continent africain.

L'auteur nous emmène en Chine, à l'île Maurice, en Afrique du Sud, en Zambie, au Zimbabwe, au Mozambique, en Tanzanie, au Nigeria, au Liberia et au Sierra Leone et nous fait rencontrer de nombreux acteurs africains et chinois de la relation Chine-Afrique. Elle s'appuie aussi sur l'exploitation d'autres sources, mais à la différence d'autres auteurs, elle n'en est pas prisonnière : elle garde une distance critique vis-à-vis des articles de presse ou des documents de travail, ce qui est une précaution utile. En effet, les Chinois communiquant peu sur leur aide et les pays africains respectant le secret statistique, il règne une grande

¹¹ Emmanuel Comolet est diplômé de l'ENSAE, de la LSE et de Sciences Po et actuellement conseiller auprès

du chef économiste de l'AFD depuis 2008 (comolete@afd.fr).

¹² Oxford University Press, 2009.

confusion sur le sujet. Au fil du texte, et souvent avec humour, l'auteur ne se contente pas de débusquer les erreurs, elle remonte jusqu'à leur origine : l'interprétation erronée d'une annonce en chinois, une confusion entre un montant en yuan et en dollar ou une lecture trop rapide des statistiques chinoises qui utilisent les 10 000 comme unité. Des fautes vénielles qui ont un impact considérable sur les estimations des uns et des autres car ces erreurs sont ensuite propagées sur Internet ! Les journalistes ne sont pas seuls en cause et l'auteur signale les conclusions erronées d'études d'organismes multilatéraux qui rapportent des préjugés.

Les détracteurs de l'aide chinoise oublient trop souvent que les Chinois ont plus de légitimité à parler de développement que les nombreux experts qui conseillent les pays africains. Pékin a d'ailleurs moins cherché l'inspiration à Washington qu'à Tokyo, Séoul et Taiwan et il s'est inspiré de ces pays pour organiser son aide. À la fin des années 1970, le Japon a engagé un programme ambitieux d'aide à la Chine : il a mobilisé des crédits concessionnels pour financer la construction d'infrastructures de transport entre les zones d'exploitation et les ports et les Chinois ont remboursé en barils de pétrole (la Chine était alors exportateur net de pétrole). Cette approche « gagnant-gagnant » a été adoptée par les Chinois en Afrique dès les années 1980 et plus récemment en Angola ou en RDC où ils ont proposé des *package deal* portant sur plusieurs milliards de dollars : l'État africain accorde une concession minière à une entreprise chinoise et Eximbank finance les opérations de la société et offre un prêt concessionnel à l'État pour construire des infrastructures. L'entreprise minière remboursera non seulement le prêt commercial mais aussi le prêt concessionnel.

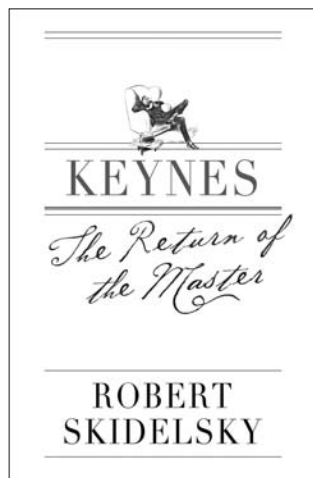
Le livre commence par un survol de l'aide chinoise à l'Afrique depuis 1959. La Chine a été le premier pays en développement à engager un programme d'aide qui, en 1976, mobilisait 5 % de son budget. Un effort colossal pour un pays qui était plus pauvre que les pays qu'il aidait. Cet effort a été revu à la baisse et l'approche a évolué. Pour sauver les projets qui avaient périclité après le départ des experts chinois, le gouvernement les a loués à des investisseurs privés, inaugurant ainsi un partenariat public-privé qui caractérise l'aide chinoise. Depuis la construction du Tanzam jusqu'aux milliers de kilomètres de voies ferrées proposés en RDC ou au Gabon, la Chine a privilégié les infrastructures qui avec la santé (les milliers de médecins à pieds nus) et l'agriculture sont ses « secteurs de concentration ». La priorité accordée aux infrastructures est fondée sur son expérience : « Pour sortir de la pauvreté, il faut construire des routes. » Cela a permis aux millions de paysans chinois de participer au marché. Vu de Chine, l'absence d'infrastructures est l'un des principaux obstacles à la croissance en Afrique. La Banque mondiale et la plupart des bailleurs faisaient le même diagnostic dans les années 1970 lorsque les deux tiers de leur aide finançaient des infrastructures. Leur priorité est ensuite allée au développement rural intégré, à la gouvernance et aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Moins sensible aux modes, la Chine est restée fidèle à ses priorités.

Le montant de l'aide chinoise est un secret bien gardé que Deborah Brautigam s'applique à percer en évitant d'additionner « des pommes et des lit-chis ». Elle décortique les statistiques du ministère du Commerce extérieur et de l'Eximbank pour conclure que la Chine n'est encore qu'un bailleur assez modeste de l'Afrique et qu'une partie importante de son engagement consiste en crédits non concessionnels. Il faut toutefois se méfier des effets de manche. On annonce des milliards de dollars qui ne sont pas toujours déboursés, aussi la crainte de voir la Chine réendetter l'Afrique est peut-être exagérée.

Deborah Brautigam analyse également la question des accaparements de terres. La Chine n'a pas besoin de l'Afrique pour se nourrir et les investissements chinois dans l'agriculture, qui concernent des superficies assez modestes, visent le marché africain. Elle s'intéresse aussi à l'industrie qui souffre de l'invasion des produits chinois. Mais elle avait été plus affaiblie par les programmes d'ajustement administrés dans les années 1980. En 2005, la libéralisation des échanges de produits textiles a ouvert l'Afrique (et le monde) aux exportations chinoises et leur concurrence a mis en difficulté des entreprises y compris celles que l'aide chinoise avait financées dans les années 1970. L'histoire ne s'arrête pas en 2005. L'auteur montre que les entrepreneurs chinois participent à une renaissance industrielle de plusieurs pays. Malheureusement, l'accumulation d'anecdotes ne se substitue pas à l'absence de données. À ce propos, on peut regretter que l'auteur ne se soit pas penché sur les seules statistiques exploitables. L'analyse du commerce international montre que, hors matières premières, l'Afrique continue de perdre du terrain sur les marchés américain et européen alors que la Chine continue d'en gagner sur tous les secteurs.

Le livre de Deborah Brautigam dénonce de façon convaincante la myopie des critiques occidentales sur les Chinois en Afrique accusés d'être des prédateurs, d'exporter des armes et de soutenir des régimes corrompus, bref d'avoir les mêmes pratiques que bien des pays qui les accusent ! Faute de statistiques, son livre est moins pertinent sur l'impact de la Chine sur les perspectives économiques de l'Afrique. Les initiatives chinoises auront-elles le même effet qu'elles ont eu dans le sud-est asiatique où elles ont favorisé une transition vers l'industrie qui a permis à ces pays de rallier le vol des oies sauvages ? Elle ne se hasarde pas à faire des pronostics sur l'avenir de l'aide chinoise : va-t-elle converger vers l'aide occidentale ? Est-ce vraiment important ? Comme l'auteur le rappelle en conclusion, le développement de la Chine ne doit rien à l'aide qui n'a jamais suffi à sortir un pays de la pauvreté. **Jean-Raphaël Chaponnière¹³**

13 Économiste au département
Asie à l'Agence Française de
Développement
(chaponnierejr@afd.fr).



C'est dans le dernier chapitre (« Keynes for Today ») de son récent ouvrage *The Return of the Master* que Robert Skidelsky imagine comment le grand économiste, dont il a incontestablement écrit la plus magistrale biographie¹⁵, aurait analysé la crise actuelle et quelles recommandations il aurait faites. Ce chapitre, qui justifie le titre du récent ouvrage, couronne l'examen des raisons – exposées tout au long des autres chapitres – pour lesquelles la « Théorie générale » de Keynes a été longtemps négligée.

Dominante avant Keynes, la théorie classique niait l'existence du chômage en estimant que le jeu du marché suffisait pour ajuster les prix et les salaires au niveau du plein emploi. Malgré la

démonstration de Keynes, qui réduisait la théorie classique à un cas particulier (chapitre 2 de la *Théorie générale*), l'enseignement de l'économie chercha à revenir à la théorie classique. Selon Skidelsky, la raison de ce retour réside dans le concept d'incertitude (*uncertainty*). Ce concept, qui reflète la probabilité qu'un évènement survienne, est à la base de trois hypothèses ou théories : l'hypothèse des anticipations rationnelles, la théorie du cycle réel des affaires (*real business cycle*) et celle du marché financier efficace (*efficient financial market theory*). Ces trois hypothèses, ou théories, ont été adoptées par l'enseignement moderne de l'économie simplement parce qu'elles permettent l'application savante de modèles mathématiques, notamment en économie financière.

Or, au chapitre 12 de la *Théorie générale* (« L'état de la prévision à long terme »), Keynes fait valoir l'existence de risques incalculables, c'est-à-dire d'évènements dont la probabilité est inconnue. Tel est le cas, par exemple, des pronostics sur le redressement de la Bourse. Selon Skidelsky, c'est en faisant passer ces risques incalculables pour des risques mesurables que Milton Friedman, prix Nobel 1976, permit à la théorie des marchés financiers de considérer que tous les risques pouvaient être mesurés et que les marchés, notamment financiers, pouvaient trouver leur équilibre sans que l'État intervienne.

Dans le domaine international, où les dérèglements sont provoqués par la compétition des taux de change et le déséquilibre des réserves, Skidelsky rappelle que le projet de Clearing Union, conçu par Keynes en 1941, proposait des ajustements chez les pays en situation de paiements excédentaires sans renoncer à la

¹⁴ Allen Lane, 2009.

¹⁵ Skidelsky, R. (2003), *John Maynard Keynes 1883-1946*.

Economist, Philosopher, Statesman, Pan Books, 2003.

discipline appliquée aux pays en situation de paiements déficitaire. Toutefois, le contre-projet américain qui, écartant le projet de Clearing Union, prévalut à la conférence de Bretton Woods (projet de Fonds monétaire, juillet 1944) limita la discipline aux pays déficitaires.

Ce qu'on peut regretter en lisant son ouvrage, c'est que Skidelsky ne pousse pas la critique sur le terrain de la Théorie générale elle-même. Or, lorsqu'en 1967, la grande période « keynésienne » montrant des signes certains d'essoufflement, Jean de Largentaye, le traducteur de la *Théorie générale*, chercha les limites de cette dernière, il conclut que c'était dans la nature fiduciaire du système monétaire qu'on pouvait les trouver (cf. deuxième note du traducteur)¹⁶, l'étalon monétaire, étalon de pur crédit sans lien avec les valeurs produites dans l'économie réelle (donc sans coût), donnant un pouvoir exorbitant aux milieux financiers bénéficiant du droit de l'émettre, c'est-à-dire de le produire. Jean de Largentaye regrettait que les propositions de 1944 eussent abandonné le Commodity Control, organisme de gestion des stocks de matières premières (*commodities*), inclus dans le Grand Design initialement envisagé avec le Clearing Union pour organiser les modes de règlement économiques de la planète après la deuxième guerre mondiale. Même F. Hayek, grand rival de Keynes, soutint une proposition de mécanisme automatique de stabilisation des prix. Keynes espérait que le monde adopterait un jour un tel mécanisme, tout en estimant qu'il devait être introduit progressivement, en commençant par l'apprentissage d'une gestion maîtrisée des stocks de stabilisation des matières premières.

S'il est vrai que les véritables limites de la Théorie générale se trouvent effectivement dans la nature fiduciaire du système monétaire, le sujet d'un système international de stabilisation des cours des matières premières gageant l'émission monétaire internationale mériterait d'être repris. Un organisme international comme le Fonds monétaire international serait bien placé pour conduire une telle recherche, à condition d'en recevoir la demande. Cependant, les intérêts des milieux financiers restent si considérables, leur influence sur les autorités de régulation et les milieux politiques si dominante, que l'examen de cet aspect fondamental du système demeure, il est vrai, délicat. **Armand de Largentaye**¹⁷

¹⁶ J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduction de Jean de Largentaye, Payot, 1988.

¹⁷ Travaille actuellement sur l'efficacité de l'aide à l'Agence Française de Développement (rioustdelargentaye@afd.fr).



Le titre de l'ouvrage, *L'Aide au développement*, ne laisse pas complètement entrevoir là/les finalité(s) qui ont entouré sa rédaction, certainement multiples. Il aurait pu s'intituler *À quoi sert l'aide publique au développement* ? car il se livre à une série de questionnements sur le bien fondé de l'APD, ouvertement mise en cause au cours de la période récente, et parfois de manière violente. Jusqu'alors un consensus semblait exister sur la nécessité de soutenir les pays les plus défavorisés dans leur long cheminement vers davantage de bien-être. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. La lancinante interrogation fournie par l'Afrique qui, après soixante ans d'aide et les milliards dépensés, reste sous-développée, sert d'arrière-plan à la réflexion. Le livre pamphlet récent de Dambisa Moyo¹⁹ également, dont le nom apparaît en pre-

mière ligne de l'introduction. Voici donc le décor planté : il s'agit à la fois de rappeler les « fondamentaux » de l'aide et de contrer l'argumentation délivrée au sabre d'abordage par l'économiste zambienne.

Le pari est-il réussi ? Il faut mettre plusieurs points au crédit de Jean-Michel Severino et de Jean-Michel Debrat. Le premier, et non le moindre, est d'avoir réussi, sous la forme d'un petit livre qui pourrait s'apparenter au format d'un « Que sais-je ? », à proposer des réponses aux quelques questions centrales que chacun peut se poser sur le bien-fondé d'une politique d'aide au développement. À l'aide de cinq questions-clés sont passés en revue les fondements, les acteurs, les instruments, les limites et les échecs rencontrés par des politiques qui perdurent depuis plus d'un demi-siècle, avec des succès variables.

Les auteurs posent une question importante qui conditionne toutes les autres : de quoi parle-t-on exactement lorsque l'on aborde la question de la finalité d'un politique d'aide au développement ? S'agit-il de maintenir ou développer au bénéfice du donateur une politique d'influence dans le cadre d'une géopolitique globale ? De prévenir ou d'aider à résoudre des crises ou des conflits ? De compenser les formidables effets de déstabilisation induits au Sud par le rouleau compresseur de la mondialisation ? De réduire la pauvreté en poursuivant l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement « sanctuarisés » par

¹⁸ Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2010.

¹⁹ *Dead Aid: why Aid is not Working and how there is a Better Way for*

Africa, Farrar Straus Giroux, 2009.

les Nations unies ? De favoriser une politique de croissance mettant les pays en développement en position de pouvoir réaliser leur décollage économique ? La succession dans le temps voire l'enchevêtrement et la simultanéité dans la poursuite de ces objectifs parfois contradictoires expliquent en grande part les échecs rencontrés, par manque de rigueur dans l'approche. Mais on comprend alors que l'aide au développement n'est pas en cause, mais plutôt le manque de cohérence dans sa formulation politique.

Quelques autres pendules sont remises à l'heure, opportunément. J'en ai retenu deux. L'idée selon laquelle un monde globalisé ne peut, même dans la seule perspective d'une recherche d'équilibre et d'efficacité, ignorer ce qui se passe au-delà de nos frontières. Se détourner de la notion de développement serait un calcul à court terme. Au moteur simplement éthique de l'aide se superposent d'autres impératifs, aussi catégoriques, qui proviennent de la nécessité de gérer dans la durée, de manière pas toujours visible (comment mesurer l'avantage d'une catastrophe évitée ?) un espace commun, où le destin de chacun est inévitablement lié à celui de tous. Dans un contexte dans lequel la montée des périls était moindre qu'aujourd'hui, des esprits éclairés tels de Gaulle et Kennedy, ont expliqué que la persistance de déséquilibres massifs entre population du Nord et du Sud ne serait pas tenable sur le long terme, et provoqueraient des lignes de fractures majeures à l'échelle mondiale. Quant à refuser d'aider les populations du Sud qui ne bénéficient pas d'une gouvernance « convenable », c'est leur appliquer la « double peine », ou plutôt la triple ! Celle de la pauvreté, celle de subir un gouvernement incapable et/ou corrompu et celle d'être privé du soutien de l'extérieur ! En droit interne, on qualifierait ce refus de non-assistance à personne en danger.

Il subsiste pourtant quelques points que l'on aimerait voir approfondir dans l'ouvrage, et qui sont au cœur de la critique adressée à l'aide. Comment ne pas prolonger celle-ci au-delà du raisonnable et ne pas transformer les bénéficiaires en assistés ? Comment peser sur les gouvernants pour qu'ils appliquent les réformes structurelles nécessaires auxquelles ont droit leur population, et dont elles sont trop souvent privées par des politiques trop accommodantes, recouvrant des intérêts géopolitiques ? Comment faire en sorte que l'aide n'entretienne pas la corruption et ne se retrouve pas sous la forme d'immobilier résidentiel dans les quartiers aisés des métropoles du Nord ?

Les auteurs apportent, avec une certaine retenue, des réponses, qui existent : une distinction doit être opérée entre aide projet, aisément fléchable, contrôlable dans son orientation et mesurable dans ses effets, et aide budgétaire, trop fréquemment dispensée dans des conditions où la nécessaire transparence est loin d'être acquise. Et cela alors même que cette modalité de l'aide budgétaire est de plus en plus largement utilisée, notamment dans les appuis délivrés par les grands bailleurs de fonds multilatéraux. Ces derniers pourraient pourtant conditionner l'utilisation de cette forme d'aide à la vérification que les flux de sortie de capitaux des pays les moins avancés ne soient pas aussi élevés voire supérieurs aux entrées de capitaux provenant des investissements étrangers vers l'Afrique.

Au total, le « petit livre », qui n'est pas rouge mais bordeaux, présente l'avantage d'aborder simplement des réalités parfois fort complexes, et de poser les questions essentielles sur le sujet. Il le fait sans apporter toutes les réponses, mais là n'était sans doute pas son propos. D'autres ouvrages approfondissent le débat, tel celui de Serge Mikaeloff qui vient de publier *Notre maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?*²⁰ Non, l'aide au développement n'est pas morte, car elle remplit une fonction indispensable ! Après la lecture de ces deux ouvrages, on pourrait dire, pour paraphraser la formule célèbre, que les détracteurs de l'aide ont les mains propres, mais n'ont plus de mains...

Philippe Mignaval²¹

Alternatives Sud²²

État des résistances dans le Sud en 2010.



Ce numéro de la revue trimestrielle *Alternatives Sud* est construit autour d'un dossier composé de vingt articles sur le thème des « résistances » à l'ordre établi et aux inégalités sociales dans le monde arabe, entendues sous l'angle des relations qu'entretiennent les sociétés civiles de ces pays et leurs organisations avec les gouvernants en place. L'approche retenue est double : d'une part, il s'agit d'un passage en revue, pays par pays, en balayant le Maghreb, le Machrek et la péninsule arabique ; d'autre part, le dossier explore un certain nombre de problématiques transversales sur la « rue arabe », le syndicalisme, les rapports entre mouvements islamistes, nationalistes et de gauche, les composantes

de la société civile et, enfin, les relations entre gouvernants et oppositions politiques. Ce balayage s'appuie sur une solide base historique, dont le point de départ est l'accession des pays en question à l'indépendance, soit qu'ils la retrouvent après le retrait des colonisateurs, soit qu'ils soient créés comme « nouveau pays », ce qui est, par exemple, le cas de l'Irak.

Bien qu'il faille nuancer et se garder des généralités, puisque le parcours d'un pays comme l'Arabie Saoudite n'a pas grand-chose à voir avec celui de l'Égypte, non plus que le Maroc avec la Palestine, l'intéressant est le choix quasi systématique par les gouvernants d'un modèle combinant un système politique autoritaire et un appareil d'État qui assume les fonctions de moteur stratégique et financier du développement. Ce choix s'appuie sur un discours centré sur le

²⁰ Fayard, coll. « Commentaire », 2010.

²¹ Philippe Mignaval est financier du Développement, spécialisé dans les

questions de coopération financière européenne (p@mignaval.com).

²² *Alternatives Sud*, vol. XVI, n° 4, 2009.

double thème du rattrapage, sous-entendu par rapport aux pays développés, et du nationalisme. Corrélativement, la société civile, qu'il s'agisse des partis politiques, des syndicats ou des associations, est fortement contrainte dans son développement et est enfermée dans une relation ambiguë avec le pouvoir en place. En effet, tantôt en situation d'opposition, parfois tolérée et parfois réprimée, et tantôt cantonnée dans un rôle de courroie de transmission du pouvoir, elle peine à porter des modèles alternatifs, que ce soit dans le domaine du politique ou de l'économique. Ce *modus vivendi*, plus ou moins imposé, est aujourd'hui fragilisé par le constat général d'un développement économique et social qui n'a pas été à la hauteur des aspirations et qui peine à améliorer le niveau de vie des populations, par ailleurs en forte croissance démographique. Ainsi, le modèle politique d'un pouvoir d'État autoritaire et mesurant chichement les libertés offertes aux citoyens et à leurs organisations, mais justifiant ce défaut de démocratie au nom d'un développement accéléré, est aujourd'hui vigoureusement contesté.

Cette contestation est intéressante car elle est portée non seulement par les acteurs qui la prennent habituellement en charge, c'est-à-dire les partis politiques d'opposition et les syndicats, mais également par ces nouveaux venus²³ que sont les mouvements dits islamistes²⁴. Or, ces derniers ont réussi à focaliser l'attention des observateurs extérieurs, par leur vigoureuse opposition à l'Occident, tant dans ses valeurs que du fait de la responsabilité qui lui est attribuée dans l'échec du développement du monde arabe. Focalisation encore accrue par un discours très médiatisé sur la réaffirmation vigoureuse de normes morales et comportementales singulières. Cette contestation islamiste mérite qu'on s'y attarde car elle recouvre des réalités multiples, souvent occultées par les observateurs extérieurs qui se sont focalisés sur les dimensions les plus « spectaculaires » : le terrorisme, notamment antioccidental, et certaines normes comportementales.

De fait, la mouvance islamiste est dans une relation ambiguë avec les gouvernants et leurs opposants. D'un côté, la volonté d'une reconstruction identitaire du monde arabe, en l'occurrence par le biais de la religion, renvoie aux discours nationalistes des gouvernants, y compris laïcs. C'est compréhensible, compte tenu de l'image d'échec que renvoie le reste du monde au monde arabe et donc de l'importance de réaffirmer une singularité fortement valorisée mais fondée sur la religion. De l'autre, la contestation de ces mêmes gouvernants par les islamistes entre en résonance avec celle portée par les syndicats et partis d'opposition, les uns et les autres se retrouvant autour du constat des externalités négatives du processus de développement suivi par ces pays, qu'il s'agisse de l'acculturation de la population pour les premiers ou de la montée des inégalités sociales pour les seconds. Mais ces recoupements ne sont que partiels, notamment en ce qui concerne la critique de la mondialisation. Ainsi, les mouvements

23 Encore que certains de ces mouvements islamistes sont présents depuis longtemps, tels les Frères musulmans.

24 Le terme d'« islamiste » est employé par commodité, sans

dissimuler qu'il recouvre des réalités très différentes allant d'un engagement religieux fort et réaffirmé au terrorisme, en passant par les diverses modalités de déclinaisons sociales de l'islam ainsi

que les modèles alternatifs dans l'organisation et l'exercice du pouvoir politique.

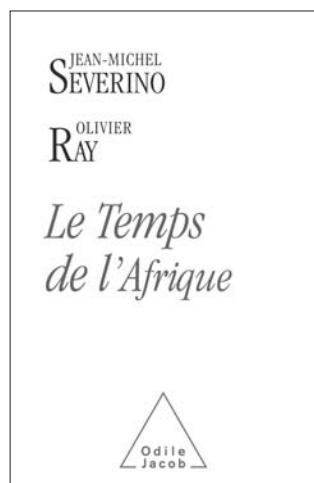
islamistes mettent l'accent sur le fait que cette dernière véhicule des normes culturelles et comportementales contraires à leur religion, tandis que les syndicats et les partis politiques de gauche lui reprochent d'exacerber l'exploitation des classes défavorisées.

En conclusion, l'intérêt de ces articles, rédigés par des chercheurs arabes et occidentaux, est double : d'un côté, ils montrent que les formes protestataires dans le monde arabe sont loin de se limiter à celles portées par les mouvements islamistes, construites sur la base d'une rhétorique religieuse ; de l'autre, ils soulignent la complexité croissante des dynamiques de « résistance » et des objectifs visés, compte tenu de l'incontestable montée en puissance des mouvements en question. D'où des jeux à trois bandes entre gouvernants, syndicats, partis d'opposition laïcs et mouvances islamistes qui, pour un observateur extérieur, ne facilitent pas la compréhension de ces situations. D'où, également, l'importance de ce dossier.

Jean-Bernard Véron²⁵

Jean-Michel Severino et Olivier Ray

Le Temps de l'Afrique²⁶



Jean-Michel Severino, directeur général de l'AFD, et Olivier Ray, chargé de mission auprès du directeur général de l'AFD, viennent de publier un ouvrage important sur l'Afrique. Comment écrire sur l'Afrique évolutive sans tomber dans les clichés, ni de l'afropessimisme d'un continent hors de l'histoire et de la modernité, englué dans ses traditions, ni de l'afrocentrisme attribuant les maux de l'Afrique à l'extérieur, ni de l'afrooptimisme mettant en exergue le modèle africain fondé sur la solidarité, l'ingéniosité et constituant un modèle alternatif ? Les auteurs veulent à la fois restituer la complexité de sociétés en marche et présenter des témoignages à partir de rencontres significatives donnant chair aux réflexions générales.

L'ouvrage défend une thèse : comprendre que le XXI^e siècle sera le temps de l'Afrique et repérer les ruptures d'un monde peu peuplé, animiste, rural, pauvre et marginalisé en un monde diversifié, urbain, monothéiste avec une montée en puissance des classes moyennes. L'Afrique, au centre des grands enjeux mondiaux, fait entendre sa voix et est reclassée géopolitiquement. Elle diversifie ses

²⁵ Jean-Bernard Véron est rédacteur en chef d'*Afrique contemporaine* et responsable de la cellule « Prévention

des crises et sortie de conflit » à l'Agence Française de Développement.

²⁶ Odile Jacob, 2010.

partenaires. Il importe de ne pas minimiser les risques mais de saisir les dynamiques, les opportunités et les espoirs qu'elles suscitent.

L'ouvrage est construit en huit parties (éloignant les auteurs des règles ternaires enseignées à l'IEP ou à l'ENA) : « L'histoire d'un peuplement », « L'Afrique en marche », « L'Afrique contre la croissance », « Quand l'Afrique s'éveille », « À Dieu l'Afrique », « Une marche : trois directions », « L'Afrique ou la verdeur du monde », « Le nouveau venu au banquet des nations ». Les grands enjeux de l'Afrique – démographiques environnementaux, sécuritaires, sociaux et politiques – sont traités par des économistes dans une perspective pluri- si ce n'est transdisciplinaire. *Le Temps de l'Afrique* se lit très agréablement avec un sens des formules et une clarté de l'écriture. L'ouvrage a un souffle lié à une thèse forte. Il traduit une remarquable connaissance de terrain par les rencontres, les études, les pratiques de l'aide ou des négociations internationales. Il concilie – ce qui en fait l'originalité et la pertinence – le regard de l'expert du développement pris dans l'action et celui du chercheur ou analyste distancié de la réflexion. On ne peut qu'adhérer à la thèse des auteurs cherchant à porter un nouveau regard sur les dynamiques et les défis de l'Afrique. Il s'agit à la fois de mieux connaître et reconnaître l'Afrique. Mes remarques critiques ne porteront donc que sur des questions d'éclairage et de focalisation. Je retiens quatre points :

- Faut-il éviter de regarder dans le rétroviseur ? L'ouvrage veut rompre avec une vision passéiste, regarder devant et restituer le mouvement. J'aurais mis davantage en relief les trajectoires plurielles des Afriques et la manière dont elles permettent de comprendre comment les Afriques contrastées construisent leur modernité. Les travaux des historiens et des anthropologues sont peu mobilisés dans l'ouvrage.

- L'ouvrage, avec raison, ne donne que peu de chiffres, même s'ils sont toujours significatifs. Il aurait pu développer la question de la pertinence des indicateurs retenus qui est au cœur des classements internationaux. Les auteurs montrent les limites des travaux économétriques cherchant à expliquer l'exception africaine, la « malédiction des tropiques » ou l'*African dummy variable*. Ils auraient pu insister davantage sur le biais d'enregistrement de la richesse. En raison de l'importance des activités informelles fonctionnant sans cadre comptable et hors du regard de l'État d'une part et des activités parallèles d'autre part, la partie enregistrée statistiquement ne constitue que la partie visible de l'iceberg. On peut estimer en moyenne que le PIB double si l'on intègre les activités non enregistrées. Comme l'a recalculé Alwyn Young dans *The African Growth Miracle* (London School of Economics, 2009), la prise en compte, grâce aux enquêtes sur les niveaux de vie des ménages (équipements, conditions de logement, nutrition, santé, éducation, etc.) conduit à une croissance économique de 2 à 3 % par an sur le long terme. Elle réduit l'exception africaine en matière de faible croissance.

- L'ouvrage veut s'adresser à un large public et ne mobilise pas l'ensemble des travaux économiques théoriques consacrés à l'Afrique. Il aurait pu montrer davantage les liens entre les éclairages micro, macro et internationaux des

économies africaines. Sur le plan microéconomique, dans un univers instable et incertain, les populations pauvres et vulnérables ont une forte préférence pour le présent tout en s'appuyant sur des réseaux sociaux structurés. Les communautés d'adhésion et d'appartenance jouent un rôle essentiel de réducteurs d'incertitude. Quant à eux, les hommes d'affaires africains ou étrangers cherchent à avoir un retour sur investissement court de trois à quatre ans. Ils préfèrent investir dans des activités commerciales ou financières que prendre le risque de l'industrialisation et de la transformation des matières premières. Au niveau macroéconomique et international, la majorité des sociétés africaines demeure dominée par un capital marchand qui se valorise dans l'échange, et non par un capital productif se valorisant par la production et par des logiques de captation et de négociation de rentes. Mais, en même temps, les partenaires se diversifient, les sociétés africaines deviennent branchées aux systèmes d'information mondialisés et les transformations techniques sont rapides.

– Enfin, l'analyse de la crise mondiale de 2008-2009 et de la manière dont l'Afrique est impactée est peut-être un peu rapide. Peut-on parler de taux de croissance presque impertinents ? Un graphique montre une reprise mais elle est provisoire pour 2009 et constitue une simple prévision pour 2010 de la part du FMI. Le regain des sept premières années de la décennie 2000 n'est-il pas largement dû au renversement des termes de l'échange ? L'Afrique est-elle vraiment sortie du cycle déterminé par les prix des matières premières ou est-elle sur une trajectoire de développement durable ?

Ces remarques ne sont que des sujets à débat. L'ouvrage est remarquable et participe heureusement aux réflexions sur l'Afrique avec une grande liberté de ton, une remarquable connaissance du continent et une justesse de l'analyse.

Philippe Hugon²⁷

27 Spécialiste de l'économie de l'Afrique et de la géopolitique africaine (philippehugon@neuf.fr).